

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21805 - 80ÈME ANNÉE

VISITE DE MANUEL VALLS À LA RÉUNION LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ NE S'ATTENDENT À RIEN

Devant faire face à une épidémie de chikungunya, ayant poussé au déclenchement du plan blanc, les professionnels de santé déplorent le manque de moyens et l'absence de réponse à leurs alertes répétées. La CGTR Santé a expliqué au micro de Réunionla1ère qu'il y a un gros malaise au sein du système de santé auquel il faut rapidement répondre.

Concernant les conséquences du cyclone Garance, le plan post-Garance ou encore l'épidémie de chikungunya, qui touche plus de 6000 personnes chaque semaine, attendront ce lundi 7 avril, pour être évoqués.

Arrivé le 6 avril, ce calendrier qui ne passe pas inaperçu auprès des professionnels de santé, qui rencontreront Manuel Valls lundi après-midi à l'occasion du lancement de la campagne de vaccination contre le chikungunya, et des syndicats, qui eux n'ont pas d'entrevue prévue au programme du ministre des Outre-mer.

Le Plan blanc a été activé le 4 avril au CHU de La Réunion, les sites du Nord et du Sud font face à une augmentation très importante de l'activité des services d'accueil des urgences depuis plusieurs jours.

Ce dispositif consiste à rappeler des salariés qui "en ont déjà marre, puisqu'ils sont à bout de souffle des conditions de travail qui n'arrêtent pas de se dégrader", "à n'importe



quel moment", a expliqué Gabriel Mélade, secrétaire générale de la CGTR Santé, à Réunionla1ère.

"On est dans un système défaillant, où il manque du personnel, et où les professionnels sont très mal payés, à un certain moment tout ça aura des impacts. Nous risquons de craquer à tout moment, et ça il faut que le ministre qui est là l'entende", a ajouté ce dernier.

Le secteur de la santé est le premier en termes d'accident de travail, de maladies professionnelles, "il manque du personnel". "A un certain moment, il faut arrêter les pipotages, il faut mettre des actions en place", a assuré Gabriel Mélade.

Les syndicats n'ont pas été conviés par le ministre des Outre-mer pour échanger lors de sa visite dans l'île. "S'il veut nous rencontrer, il n'y a pas de soucis, mais en tout cas son n'attend pas de miracle du ministre des Outre-mer, qui est en pique-nique", a indiqué ce dernier.

Concernant l'épidémie de Chikungunya, "il y a un gros malaise, la situation est très grave et il y a un manque total d'anticipation", pour le secrétaire général de la CGTR santé. "L'épidémie est là. C'est comme si aujourd'hui on découvre qu'il y a des moustiques à La Réunion, c'est inacceptable", a assuré Gabriel Mélade.

La campagne de vaccination contre le chikungunya, qui sera lancée ce lundi 7 avril par le ministre lui-même, arrivée trop tardivement, selon le syndicaliste. Le vaccin prend 15 jours à agir, le pic épidémique est lui attendu dans une semaine, vers la mi-avril.

LETTRE OUVERTE DE L'INTERSYNDICALE À MANUEL VALLS : POUR UN CENTRE D'APPEL 3919 LOCALISÉ À LA RÉUNION

Monsieur le ministre de l'Outre-Mer,

Par cette lettre ouverte nous vous interpellons sur l'absence de centre d'appel 3919 localisé à La Réunion.

À La Réunion, les femmes en détresse appellent le 3919, qui est un numéro national. Mais elles sont incomprises, confrontées à la barrière de la langue et au décalage horaire. Leur prise en charge et celle de leurs enfants ne peut pas se passer correctement dans ces conditions.

La Réunion est malheureusement toujours un des départements où le nombre d'actes de violences conjugales est le plus important : 12 femmes par jour déclarent des violences conjugales, il y a eu 17 interventions pour des faits de violences intrafamiliales chaque jour (d'après le bilan de sécurité 2023 de la préfecture) sur l'île en 2023.

En 2024, Chloé, Kalma, Christelle et une 4e femme ont été victimes de féminicides à La



Réunion, une mère s'est suicidée aussi suite aux infanticides de ses enfants par son ex-conjoint, et enfin deux tentatives de féminicide ont eu lieu début 2025.

Ces morts pourraient être évités avec la mise en place d'une véritable action publique comme un centre d'appel 39-19 local en créole mais aussi dans toutes les langues spécifiques parlées sur notre île (malgache, shimaoré, comorien, tamoul, gujrati, mandarin etc...) et par un nombre de place d'accueil d'urgence suffisant. Il est temps qu'il y ait des politiques publiques à la hauteur des enjeux locaux !

Nous demandons un numéro d'appel local pour que les femmes et les enfants victimes de violences conjugales puissent être aidés en créole. Les langues régionales d'Outre-mer doivent être prises en compte au sein des lignes téléphoniques d'aides aux victimes comme le 3919.

Nous demandons aussi une augmentation des places d'urgence pour accueillir les personnes victimes de violences conjugales, la Réunion étant très sous dotée.

Nous associations et syndicats impliqués dans la journée du 08 mars appuyons ces demandes portées par Femmes Solid'Air ! qui à notre sens sont une priorité majeure pour notre île.

Monsieur le Ministre de l'Outre-Mer, soyez assuré de notre détermination.

**La ligue des droits de l'Homme, Femmes
Solid'air !, le planning familial 974, Nous
Toutes 974, La FSU, la CGTR, Solidaires
Réunion**

SOS RACISME, LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET LA CGT APPELLENT À MANIFESTER POUR « DÉFENDRE L'ÉTAT DE DROIT »

Plusieurs organisations, dont la CGT, SOS Racisme et la Ligue des droits de l'homme, appellent à manifester « partout en France » le 12 avril pour la « défense de l'État de droit à la suite de la remise en cause de ce dernier par l'extrême droite » après la condamnation de Marine Le Pen.

Un « large panel d'organisations de la société civile - syndicats, organisations antiracistes, féministes et de défense des droits humains, organisations étudiantes » a décidé de lancer cette mobilisation « sous la forme d'un rassemblement à Paris et de mobilisations simultanées dans toutes les villes de France », a indiqué SOS Racisme.

La CGT, SOS Racisme et la Ligue des droits de l'homme ne s'étaient pas associées à l'appel au rassemblement lancé par les Écologistes et La France insoumise prévu le 6 avril à Paris, en réplique au meeting de soutien à Marine Le Pen le même jour.

Comme d'autres ONG de la société civile, elles avaient le choix de s'inscrire dans une dynamique plus longue et de travailler sur une initiative distincte, à laquelle les partis politiques pourraient se joindre.

Cet appel à une mobilisation nationale le 12 avril pourrait aussi convenir au PS et au PCF, qui n'ont pas non plus appelé à manifester dimanche avec LFI et les écologistes et souhaitaient également une mobilisation dans un cadre plus large qu'un seul appel des formations politiques.

« Lundi dernier, le Rassemblement national et plusieurs de ses dirigeants, cadres et élus ont été condamnés pour détournements de fonds publics. Cette décision de justice a donné lieu, par le RN mais également au-delà des rangs

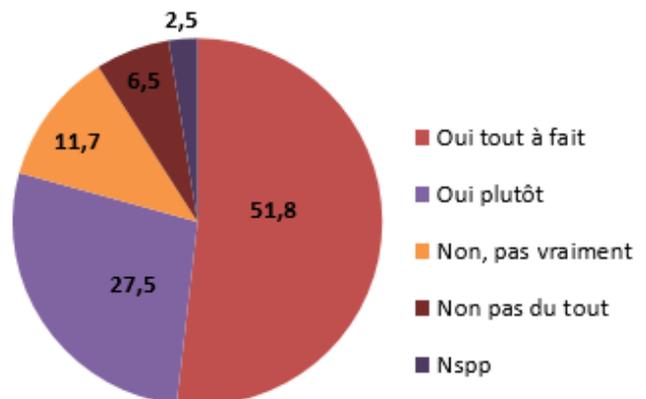


de ce parti, à de graves remises en cause de la justice et des magistrats qui la servent », a dénoncé le message transmis par SOS Racisme.

Lors d'une réunion commune, dans la soirée du 4 avril, de nombreuses associations et syndicats se sont donc entendus pour appeler à manifester au nom de la « défense de l'État de droit à la suite de la remise en cause de ce dernier par l'extrême droite ».

« La liste des organisations signataires ainsi que le texte d'appel seront communiqués en début de semaine prochaine », a précisé le texte.

Pensez-vous qu'une lutte vigoureuse contre le racisme est nécessaire en France ? (%)





KONTRA PEC ? ALON BATAY POU IN VRÉ KONTRA LA RÉNION TOUKOULÈR

Dopi moin lé né mi antan parlé "ti kontra". "Ti kontra" y shanz Lo nom konm y shanz prézidan, Zordi li apèl PEC, zis avan té CES. Si lo nom y shanz, le prinsip lé lo mèm : la prékarité ek in bas salèr. Kan ou na in ti kontra, sa y dir pa plis kin nan.

Après sa i fo ou sa arbataye pou trouv in not travay pou fé viv out famy. Lé bien difisil konstrui in vizion, pou out famy dan in ka konm sa. Out premié é dernie sousi sé fé viv out famy, ou pé pa mazin plis. ashté in loto, konstrui in kaz, alé en vakans ek marmaye, ... rèv pa.

En plis ké sa, fo di la vérité, kan ou na in "ti kontra" dann in komin, ninportakel, dizon

ou na poin la liberté exprime à ou. I fo ou sa "marse" pou in kandida, pou li anbosh à ou kan li rant dann la mairi, mé si par malshans li la pa gagné, alors mazin pi travay la mairi pandan 6 zan ou moin.

Sé pou se rézon là kin dépité kominis la fé voté lé règle pou travayèr la fonksion piblik, en 1945, zistoman pou évit sitiasion konm sa. La Réunion, la règle y aplik pa é walà Lo travayèr dann la difikilté é la prékarité, koman ou vé kréol y avans ?

Syndika ek politik y di, "vo mié sa ké ress dann somaz", moin mi di "vodomie zot y batay pou in vré travay pou réioné".

A bon antandè, salu.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433